

prévisions: de pire en pire

croissance 2009

ADB + 2,5 %

FMI - 0,5 %

BM - 1,0 %

et + 200 000 pauvres

interviews

Van Su leng sur la Confection -

Didier Lamoot Sofitel - Jean-Boris Roux RM Asia -

Jean-Jacques Paul URDSE - V. Drouillard CIST

la relance de la Francophonie

**barrages, lacs, irrigation,
centrales hydro-électriques**

questions d'actualité

Banque mondiale: de mal en pis

Le dernier rapport de la Banque mondiale, rendu public ce 7 avril, aggrave encore les prévisions concernant le Cambodge. Cette fois, le **taux de croissance pour 2009 est estimé à -1%**.

Cause principale: la diminution des exportations de produits de la confection, -6% en février. Mais aussi: les arrivées de touristes pour janvier et février sont en baisse de 2% (par rapport à +18% pour ces deux mois de 2008) avec un taux d'occupation des hôtels « bien inférieur à 40% ». Construction et immobilier sont en nette baisse: les importations de matériaux de construction pour les 4 derniers mois sont de 7% inférieures à celles de 2008.

L'Agriculture, le seul des trois moteurs de l'économie qui progresse, constitue un filet de sécurité, mais très dépendant des conditions climatiques et du prix des denrées.

Les investissements chutent, les FDI passant de 10% en 2007 à 7% en 2008 et 3% en 2009.

La consommation va diminuer, à cause de la réduction des revenus et de la baisse moyenne des salaires. Si elle dure la crise aura des effets aggravés sur la situation sociale et sur la pauvreté. Elle va, au minimum, annuler les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté.

Quelques bons points: le déficit du compte courant va diminuer (baisse des carburants importés); l'assistance internationale est forte; les réserves, même si elles diminuent un peu, restent élevées; l'inflation a diminué et pourrait revenir à 5% en 2009; le secteur bancaire demeure sain; les réformes structurelles se poursuivent.

En Asie du Sud-Est on a constaté pour les trois premiers mois une forte diminution des exportations, une forte augmentation des licenciements. La croissance atteindra 5,3% en 2009, grâce surtout à la Chine: +6,5%.

La crise affectera très diversement les économies en développement. Selon la Banque mondiale:

Indonésie	+ 5,3 %
Malaisie	- 1,0 %
Philippines	+ 1,9 %
Thaïlande	- 2,7 %
Chine	+ 6,5 %
Vietnam	+ 5,5 %
Cambodge	- 1,0 %
Laos	+ 5 %
Mongolie	+ 2,7 %
Papouasie Nlle Guinée	+ 4,7 %

Duch

Ce Duch, dont le procès a commencé le 30 mars par la lecture des chefs d'accusation, relève de la justice évidemment, mais surtout de la psychiatrie. C'est un homme normal en somme, intelligent, qui a fait de bonnes études, et qui a toujours cherché à bien faire ce qu'il avait à faire, à remplir au mieux sa mission, qui a donné toute satisfaction à ses employeurs successifs: professeur de mathématiques, directeur de prison, directeur de Tuol Sleng, et en fin de parcours bon catholique et membre d'une ONG charitable. Toujours il a été rangé, méthodique, scrupuleux. Encore lors de son procès on le voit attentif, cherchant à bien comprendre la machine juridique et à s'y conformer.

Le travers chez lui, c'est un sens hypertrophié de l'obéissance, un dévouement sans limite à son «devoir» professionnel. Il est certain qu'il a, comme tout le monde, des sentiments humains, le livre de François Bizot *Le Portail* en témoigne. Mais il les a étouffés pour faire prévaloir la conscience professionnelle. C'est le même parcours que celui qui est décrit dans *La mort est mon métier*, de bien d'autres qui ont eu l'affreux courage de faire «le sale boulot».

Le premier meurtre que Duch a commis, c'est la destruction de sa propre conscience et de sa propre lucidité. Ensuite, plus d'obstacles, plus de freins: le système dans lequel il s'est trouvé l'a fait complètement dérailler.

Expliquer n'est pas excuser. A-t'il «seulement» exécuté les ordres? Les recherches montrent que Duch a interprété ces ordres avec zèle. Chargé d'obtenir des aveux et d'«écraser» l'ennemi, il a ajouté une forte part personnelle à ce qu'on lui demandait, il a été impitoyable, technique, inventif, actif dans l'horreur. Là on ne voit pas bien comment ses avocats pourront le défendre.

Ce ralentissement général aura des effets importants sur la réduction de la pauvreté: le nombre des pauvres (moins de 1,25 \$ / jour) en Asie de l'Est et du Sud-Est passera de 187 millions à 173 millions en 2009, soit une diminution inférieure de 10,2 millions à ce qui avait été prévu il y a un an.

Dans certains pays, la réduction de la pauvreté sera seulement ralentie, mais dans d'autres la pauvreté augmentera, la Banque mondiale cite: la Malaisie, le Cambodge, la Thaïlande, Timor-Est.

Au Cambodge, le pays le plus touché, l'augmentation du nombre des pauvres atteindrait 200 000.

La reprise dépend largement de facteurs externes. La Banque mondiale avance prudemment que la croissance pourrait atteindre entre 0 et 4% en 2010 si la demande extérieure est là.

Première cause de reprise: les mesures de stimulation prises par la Chine où l'on voit depuis peu quelques signes, comme l'augmentation de la consommation d'électricité, l'augmentation de la production industrielle... La reprise en Chine aura d'importants effets sur l'Asie du Sud-Est mais, la Banque mondiale y insiste, la reprise en Asie de l'Est ne peut être solide et durable sans celle des Etats-Unis, de l'Europe, du Japon.

Le grand progrès par rapport aux mois précédents: une bien meilleure coordination et de fortes mesures de stimulation en Asie de l'Est, dans l'ASEAN + 6, et au niveau mondial avec le G20.

EIU: bonnet d'âne

Le dernier rapport de l'*Economist Intelligence Unit* fait douter que cette unité fasse réellement partie du même groupe que *The Economist*, l'hebdomadaire très respecté publié à Londres. Il classe le Cambodge comme l'un des pays les plus instables de la planète, plus menacé de troubles (*unrest*) que l'Irak et l'Afghanistan, plus stable seulement que le Zimbabwe, le Tchad et la République Démocratique du Congo.

Cette appréciation relève de la stupidité ou du désir de nuire. Elle soulève un tollé chez les responsables, qu'ils appartiennent au secteur privé ou au secteur public. Il y a eu de vigoureuses protestations. C'est peut-être faire beaucoup d'honneur à cette EIU que de la prendre à ce point au sérieux.

Quitte à faire des classements, *Cambodge Nouveau* propose de classer les prévisionnistes par ordre de mérite. La note 1 à ceux qui se trompent le moins, la note 10 à ceux qui se trompent le plus. Au lieu d'oublier leurs prévisions, on les retient et, le temps écoulé, on les compare à ce qui s'est réellement passé.

On pourra mesurer ainsi par exemple, lorsque l'année en cours sera terminée, qui avait le mieux prévu le taux de croissance du Cambodge en 2009. Avec beaucoup d'indulgence pour les perdants parce qu'actuellement la prévision, tout le monde le reconnaît, est pratiquement impossible.

Aucune indulgence au contraire pour les prévisionnistes péremptoirs de cette *Intelligence Unit*, non seulement aveugles mais nuisibles. Ils auront 10, on les coiffera du bonnet d'âne, et ils seront punis pour excès de stupidité et troubles à l'ordre public. Le gouvernement, la communauté des affaires, les Cambodgiens, devraient pouvoir les attaquer en justice et demander dommages et intérêts, parce qu'ils contribuent à décourager les investissements.

« Ne nous inquiétons pas trop, fait observer un lecteur. Encore quelques jugements comme celui-là et l'*Economist Intelligence Unit* ne mettra plus personne en colère, elle fera rire ».

Une remarque: les prévisionnistes professionnels sous-estiment toujours l'économie informelle, comme le fait remarquer le ministre de l'Economie et des Finances Keat Chhon. Or elle représente bien 50% de l'activité économique. C'est ce qui fausse le jugement des professionnels. Ils raisonnent sur des données très approximatives.

Une autre cause d'erreur: ils raisonnent sur ce qui se mesure, et ils ne prennent pas en compte l'état d'esprit très particulier des Cambodgiens, notamment leur exceptionnelle résistance à l'épreuve, et le dynamisme d'un pays très jeune.

Confection: descente

Pour les commandes, nous dit le président du GMAC Van Su leng, le premier trimestre a été très mauvais, et le second sera très mauvais aussi, non seulement pour les commandes mais aussi pour les prix. (suite p. 14)

questions d'actualité

Prévisions de l'ADB

Chaque prévision nouvelle annonce une nouvelle baisse du taux de croissance pour 2009. La dernière estimation de l'ADB (*Asian Development Outlook 2009*), présentée le 31 mars par Arjun Goswami et Eric Sidgwick: pour le Cambodge + **2,5 % cette année, et environ 4 % en 2010**.

Actuellement, « fin mars, on n'a pas encore atteint le creux de la crise ».

Ce sont des taux qui ne suffisent pas à assurer l'emploi des 250 000 à 300 000 jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail (il faudrait atteindre au moins 7 %), et il faut donc prévoir une augmentation du chômage.

Oui le Cambodge est à l'abri de la crise financière internationale, son système bancaire est sain, observe Eric Sidgwick, *senior country economist*, mais pour trois des quatre principaux secteurs qui sont le moteur de la croissance, Confection, Tourisme, Construction, les perspectives s'assombrissent parce qu'ils sont très dépendants de l'étranger, et que la situation internationale empire.

De fait toutes les économies des pays industrialisés seront en récession cette année, selon les dernières estimations de l'OCDE. Pour l'Asie, estime l'ADB, le taux de croissance n'atteindra plus que 3,4 %, et peut-être 6 % en 2010.

Il s'agit donc maintenant, estime l'ADB, de **réorienter la croissance en direction des consommations intérieures**, de prendre des mesures diverses pour augmenter le pouvoir d'achat, renforcer les systèmes de couverture sociale, améliorer les conditions de l'investissement (institutions, infrastructures), agir sur la politique fiscale, favoriser les PME ...

2009: trois secteurs sur quatre en recul

La **Confection** cette année pourrait diminuer de 5 % (même estimation du FMI), le **Tourisme** de 2% (FMI: - 6%), la **Construction** de 1,5 % (FMI - 6%)..

Seule l'**Agriculture** sera en progression. Tous les prévisionnistes en sont d'accord, mais ils diffèrent largement sur l'ampleur de ces progrès.

C'est cette différence entre les prévisions concernant l'Agriculture (+ 1,5 % en 2009 selon le FMI et + 5 ou 6 % selon l'ADB) qui explique la différence entre les taux de croissance prévus pour l'économie en général.

Les facteurs favorables dans le secteur agricole: les progrès de l'irrigation, la diminution du coût des intrants (engrais, pesticides ..), une meilleure utilisation de ces intrants, l'augmentation des surfaces cultivées ... Les facteurs défavorables: la diminution du prix des denrées alimentaires.

Il faut encore aider les producteurs à accéder aux marchés, augmenter la valeur des produits, poursuivre l'amélioration des infrastructures ...

En fait, reconnaît E. Sidgwick, toutes ces prévisions sont approximatives et sujettes à modifications.

[La crise a permis l'invention d'une catégorie nouvelle de statistiques: les «prévisions glissantes», c'est-à-dire révisées à intervalles de plus en plus courts, comme on avait déjà eu les « plans glissants » ndr].

Le Cambodge a beaucoup réalisé

Il y a beaucoup de points favorables, que rappelle E. Sidgwick:

- de très bons taux de croissance, supérieurs à 11 %, de 2004 à 2007;
- une diminution de la pauvreté de 1 % par an (elle concerne 30 % de la population totale au lieu de 34—35 %);
- des performances macro-économiques excellentes: politique fiscale prudente, augmentation des recettes fiscales, un déficit financé par des prêts concessionnels qui n'ont pas contraint à créer de la monnaie, une dette modérée ... D'importants progrès en matière de crédibilité du budget, de décentralisation, de déconcentration ...
- des progrès importants de la **production de riz**, grâce auxquels le Cambodge est devenu auto-suffisant (avec en core d'importantes différences selon les régions);
- diminution de l'**inflation**, passée de 24,7 % au cours de 2008 à 13,5 % de décembre à décembre. C'est un point très important, l'inflation touchant particulièrement les plus pauvres. Elle devrait atteindre, pour l'année entière, 7 %. Une crainte: que cette inflation ne diminue pas davantage.
- les réserves: environ 2 milliards de dollars, soit 2,5 mois d'importations;
- le bon niveau, et même l'augmentation de l'assistance étrangère (plus de 1 milliard de dollars);
- les mesures prises pour faciliter le commerce, comme l'automatisation des procédures au port de Sihanoukville.
- les grandes réserves d'espaces disponibles;

Pour stimuler : moins d'impôts ? Plus de dépenses ?

Il ne s'agit plus maintenant de dépenser moins, mais de dépenser plus, pour faire face à la crise, et en particulier pour aider les plus pauvres. Le FMI lui-même recommande une augmentation du déficit, de 2 à 4 %.

La question est comment dépenser pour être le plus efficace ? Le gouvernement étudie plusieurs formules et prendra des décisions au cours des mois à venir.

Il existe deux catégories principales de mesures: - **diminution des impôts**, - **et augmentation des dépenses publiques**.

Déjà début mars le gouvernement a annoncé l'intention de doubler les dépenses concernant le transport, les infrastructures, et l'irrigation. Il envisage d'augmenter le déficit budgétaire plus qu'il n'était prévu. Mesures envisagées: diminuer la fiscalité sur la Confection et sur l'industrie du Tourisme; accélérer les mesures pour faciliter le commerce;

Stimuler l'activité économique à travers le système bancaire ?

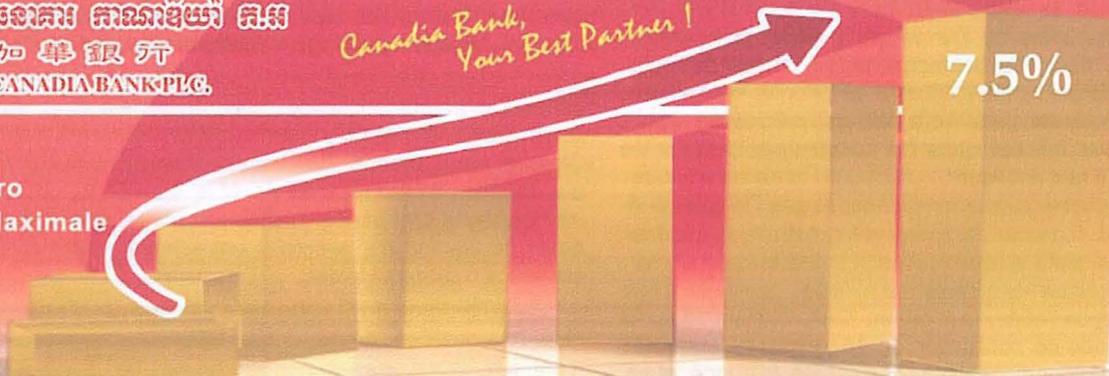
Des mesures en faveur des crédits au secteur privé ont déjà été prises, rappelle E. Sidgwick: diminution des réserves obligatoires des banques, suppression des limites de prêts à l'immobilier.

Il observe que les banques commerciales font bien leur travail, que les prêts à risques restent au-dessous de 5 %. Que l'inconvénient d'une assistance aux banques est qu'on ne sait pas à quels projets iront les crédits : de bons projets créateurs d'emplois ? Des projets moins utiles, plus risqués ? C'est incontrôlable. Les banques manquent plutôt de bons projets « bancables » que de moyens financiers. **c.n.**



កម្ពុជា កាណាដា ប័ណ្ណ ភី.អ
加華銀行
CANADIA BANK PLC.

Canada Bank,
Your Best Partner!



Perte Zéro
Risque Zéro
Sécurité Maximale

Pour plus d'informations, veuillez contacter au :
023 215 286 (interlocuteur français : Mr. HOR Kirivuth)

Avec le dépôt à court et moyen terme, profitez d'un investissement sans risque, en vous assurant d'un rendement connu à l'avance.



Van Su Leng

Président du GMAC Président de la Camfeba

la confection dans la tourmente situation et perspectives

Dès que la crise a commencé, en juillet-août 2008, les acheteurs américains de Confection cambodgienne ont ralenti leurs commandes pour 2008 et les ont arrêtées pour 2009. Comme elles représentent 70 % du total de nos commandes, il y a eu vers novembre-décembre une **chute énorme des exportations, atteignant 30 à 35 %**.

Le premier trimestre a été très mauvais pour les commandes et le deuxième le sera aussi. Actuellement **les usines travaillent à 60 % de leurs capacités**.

Il faut rappeler que ce ne sont pas seulement les ouvriers qui sont directement touchés par la crise, mais leurs familles et des activités comme le transport, la nourriture, les assurances etc ...

Suspension d'activité n'est pas chômage

Les usines rencontrent deux problèmes: n'ayant pas assez de commandes, elles ne peuvent pas maintenir le même nombre d'ouvriers. Elles peuvent alors donner aux ouvriers leurs congés annuels. Si le problème est plus grave, elles peuvent mettre du personnel en « suspension temporaire », avec l'accord du ministère du Travail.

Dans ce cas, les ouvriers touchent une rémunération qui est la moitié du salaire minimum soit 27,5 dollars par mois. Ils gardent leur contrat de travail, leur ancienneté, et retrouveront leur emploi quand il y aura des commandes. Cette suspension de deux mois est renouvelable pour deux autres mois avec l'accord du ministère du Travail.

Une grande partie des usines touchées par la crise ont suspendu leur activité, non licencié leur personnel et fermé. C'est qu'elles ont investi, parfois pendant 10 ans, pour former le personnel, pour établir leurs marchés: si elles ferment, elles ont tout perdu ! C'est pourquoi elles résistent jusqu'à la dernière goutte ! Environ 50 % des ouvrières sans travail sont ainsi « suspendues », non licenciées. Ce sont les dernières arrivées qui sont « suspendues » les premières.

C'est une formule qui est meilleure que la faillite: l'usine reste en vie, et peut exercer d'autres activités.

En cas de faillite ...

Si elle ne peut plus payer les salaires ni les demi-salaires, ni les charges sociales, si elle ne peut pas trouver de crédit auprès des banques, si elle n'a pas pu s'entendre avec les syndicats, l'entreprise se trouve en faillite.

C'est alors le ministère du Travail qui la prend en charge: il vend les actifs, machines, bâtiments, terrain, stocks de tissus, ... et avec cet argent paie par ordre de priorité: les salaires, l'Etat, les autres créanciers. Tout cela est précisé en détails par la **loi sur les faillites** qui a été adoptée par l'Assemblée nationale et qu'il faut appliquer.

Pour que ce système puisse fonctionner et que l'intérêt général soit préservé, il ne faut donc pas voler, détruire le matériel, les syndicats doivent expliquer cela aux travailleurs.

La loi prévoit précisément les compensations qui doivent être versées en cas de faillite: le mois en cours évidemment, et aussi: une période de notification de 15 jours, une indemnité de licenciement proportionnelle à l'ancienneté, le congé, et un

«dommage» pour perte d'emploi.

Cela peut faire des sommes attrayantes, -l'équivalent de 6, 8, jusqu'à 12 mois de salaire- plus attrayantes que de passer 2 ou 4 mois avec 27,5 dollars par mois et certains syndicats font des grèves et poussent à la faillite pour cette raison. C'est un calcul très risqué parce que ces sommes ne seront versées aux travailleurs qui sont licenciés que si la vente des

la situation continue à s'aggraver

quelques espoirs de redémarrage entre juin et septembre

actifs le permet. Et d'autre part l'usine est tuée, l'emploi est totalement perdu.

Les faillites totales, où les ouvriers sont licenciés sans compensations, sont très rares, moins que les doigts d'une main. Les journaux exagèrent. Il ne faut pas de

loi pour cela: pour attraper trois souris, il ne faut pas brûler la ferme !

L'idée de demander aux investisseurs, lorsqu'ils créent une usine, de déposer une somme qui sera utilisée en cas de faillite n'est pas réaliste. Cela dissuaderait les investisseurs alors que justement on veut les attirer. Nous avons besoin des étrangers: dans la confection, les étrangers sont 90 % des investisseurs ! Si on leur imposait cela, beaucoup partiraient. Ce système n'existe nulle part.

Et maintenant ?

Même le président Obama ne sait pas quand viendra la reprise et je ne le sais pas non plus.

Ce que l'on peut dire c'est que l'activité de la confection ne disparaîtra pas: tout le monde doit s'habiller. L'expérience montre que les achats ne s'arrêteront pas plus de 9 mois, au maximum, et qu'ils devraient donc reprendre en août-septembre ... peut-être en juin. En juin on y verra plus clair. Jusque là, le rythme continuera à diminuer.

Un signe qui est plutôt favorable: j'ai rencontré en Chine, dont je reviens, des Coréens, des Indiens, des Pakistanaï, des Vietnamiens ... et on me dit que la production des usines de coton synthétique et de filaments est en augmentation assez nette, en attente de commandes venant de l'amont. Taïwan et la Chine ont repris les derniers jours de mars, et l'activité devrait être pleine en juin. On discute des qualités, des couleurs ... Ces patrons d'usines textiles ont beaucoup d'expérience, ils sentent le marché, s'ils reprennent la production, c'est un bon signe, même si l'on ne peut rien affirmer.

Le Cambodge est-il compétitif ?

Non, pas encore. Les taux de progression à double chiffre, c'est fini. Mais le Cambodge a quatre atouts solides:

- les investisseurs étrangers, qui sont 90 % du total, ont des contacts extrêmement solides avec les acheteurs américains, la confiance est établie parfois depuis deux générations ! C'est un atout énorme. Des essais d'investissements en Afrique du Sud, à Madagascar, en Afrique centrale, où pourtant les conditions sont parfois meilleures qu'au Cambodge (aucun droits de douane par exemple) ont échoué parce que cette confiance n'est pas établie.

- une autre force du Cambodge c'est sa main d'œuvre féminine, très qualifiée, douce, docile, très réceptive à l'enseignement, à la formation.

la crise et l'emploi

la crise: situation et réactions

Didier Lamoot, directeur de Sofitel

Oui la crise est sérieuse. Avec la diminution des vols à destination du Cambodge et celle du nombre des touristes, le taux d'occupation des hôtels est inférieur de 40 à 50 % à celui des mêmes mois de l'année dernière, c'est-à-dire que nous avons eu en haute saison la fréquentation qui est normalement celle de la basse saison. Toutes les provenances sont en diminution, Asie proche et lointaine, Europe, Etats-Unis ... Siem Reap est beaucoup plus touchée que Phnom Penh parce qu'à Phnom Penh une part des visiteurs vient pour le business, tandis qu'à Siem Reap il s'agit de touristes uniquement.

Pour nous, concernant l'emploi, notre objectif est de limiter la casse. Nous tenons pardessus tout à conserver notre personnel, et il n'est pas question de licencier. Nous avons des marges d'action possible qui ne consistent pas forcément à diminuer les tarifs. La charte établie par le gouvernement est exemplaire. On peut

s'efforcer de trouver des « niches ». Si la situation empirait il y aurait en juin—septembre un vrai problème pour l'emploi.

En fait je suis au Forum pour recruter 400 personnes, pour l'hôtel de luxe que nous allons ouvrir à Phnom Penh en mars 2010. Nous allons aussi transférer certains de nos personnels de Siem Reap à Phnom Penh.

Preuve de l'optimisme de la société Accor vis-à-vis du Cambodge: nous venons de signer un *MOU* pour la construction d'un troisième hôtel, nous avons encore d'autres projets, et nous allons ouvrir à Siem Reap une ball room de 450 m². Nous avons des armes pour réagir: c'est notre expérience, notre savoir-faire.

Hong Sok Heng, directrice des ventes, Sofitel

Je suis très optimiste. Notre réaction est celle d'une équipe qui met l'accent sur la communication, et sur la qualité du service. Avec l'hôtel de Phnom Penh, 220 chambres, un terrain de 2000 m², nous allons passer de la catégorie 5 étoiles à la catégorie luxe; Phnom Penh manque encore d'hôtels de luxe. Nous travaillons le marché segment par segment, et observons par exemple que le marché américain

(suite p. 7)

Van Su Ieng suite de la p. 4

- la politique du gouvernement concernant les investissements est très positive, avec des responsables très ouverts. Il reste des points à améliorer, mais le Cambodge a gagné la confiance de la Banque mondiale par exemple qui lui attribue 21 millions de dollars pour améliorer ses capacités d'exportations.

- la Confection cambodgienne est maintenant reconnue pour être fiable: produits vendables, respect des délais, qualité régulière ... la confiance est établie, et c'est un élément fondamental, comme pour une banque !

Ce qui reste à améliorer:

- la productivité; on y travaille, on progresse mais trop lentement.

- et il faut aussi « monter en gamme », augmenter la « valeur ajoutée » de nos produits. C'est une question de formation et là, nous avons à peine commencé.

trois points irritants

Notre politique sociale: quelle récompense ?

Lorsque le secteur de la Confection a choisi de suivre une politique sociale, c'est-à-dire le strict respect du Code du travail avec un contrôle de l'ILO (*Bureau International du Travail*), suivant en cela le souhait des consommateurs, il devait en échange y avoir une garantie d'achat de la part des grands acheteurs américains — à l'époque une augmentation des quotas.

Mais cet accord est contourné. Nos efforts sont maintenant considérés comme la norme, et si nous faisons une faute nous sommes sanctionnés. Nous n'avons pas la récompense de nos efforts. En cas de crise, comme c'est le cas, il faudrait que les acheteurs augmentent leurs commandes, ou au moins les conservent — mais non, ils vont ailleurs parce que c'est moins cher ! Cela depuis deux ans, et je suis très déçu.

Le Cambodge a été pionnier avec cette politique sociale, et il l'est toujours. Aucun autre pays ne l'a encore adoptée. Il y a des essais, mais nulle part elle n'est obligatoire comme au Cambodge. Il serait juste que le Cambodge tire un avantage de sa politique sociale, et que d'autres pays soient ainsi incités à l'imiter. C'est des grands acheteurs que cela dépend !

textes établis à partir des interventions des participants à la table ronde Apsara TV des 28 et 29 mars.

un appel au ministre des Finances

La Banque centrale: un peu plus de flexibilité !

Nous exportons pour 3 milliards de dollars. Et sur ce total, nous avons besoin d'emprunter 2 milliards auprès du secteur bancaire. Le peut-il ? En fait le montant total des prêts est inférieur à 2 milliards. Faut-il alors que le gouvernement refinance les banques, comme cela se pratique en Malaisie, au Vietnam, en Thaïlande ? Le gouvernement a-t-il l'argent ? S'il l'a, il aurait dû faire

cela depuis des années !

Récemment S.E. le Ministre de l'Economie et des Finances Keat Chhon nous a invités avec des banquiers qui ont dit qu'ils n'a-

vaient pas d'argent.

Mon analyse: si le gouvernement veut aider la confection, il devrait dire à la Banque centrale d'être plus flexible lors de l'audit des usines. S'il y a un retard de paiement d'un seul jour, la banque centrale qualifie le prêt de « douteux » et oblige la banque à augmenter ses réserves, ou bien à arrêter le prêt.

Les banques ne prêtent pas aux malades, ou retirent les prêts de façon à éviter d'augmenter la liste des prêts à risques, ou d'être contraintes à augmenter leurs réserves. Mais c'est justement quand on est malade que l'on a besoin d'aide ! Le ministre des Finances devrait dire à la Banque centrale d'être plus flexible, plus tolérante lorsqu'elle voit les audits.

C'est un appel que je lance ici au ministre des Finances: qu'il encourage la Banque centrale à se montrer, pendant six mois, un an, plus tolérante pour les prêts aux usines.

99 % des grèves sont illégales

Il faut arrêter les grèves illégales, et ce sont 99,9 % des grèves. C'est important pour faire progresser la compétitivité. Il y a quelques jours, 4700 ouvriers ont fait grève alors qu'il s'agissait d'une dispute entre deux syndicats. Il faut appliquer les procédures de conciliation existantes. Le ministre du Travail devrait être plus exigeant et sanctionner, rayer de la liste les responsables syndicaux qui ne respectent pas les procédures; mais on est dans l'impunité.

Il n'est pas normal que 3 à 5 % des travailleurs obligent les autres, pour des raisons individuelles (on veut protéger la famille par exemple) à cesser le travail. Pourquoi les syndicats ne veulent pas aller à la conciliation, à l'arbitrage, au tribunal ? Parce qu'on verrait bien que leurs raisons de faire grève ne sont pas valables.

Ici je ne défends pas les employeurs, je défends l'intérêt général. Au Cambodge il y a 1 200 syndicats pour 300 usines: c'est unique dans le monde !

la crise: rétrospective et

Jean Boris Roux

*Pdt de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne
Directeur de RM ASIA (énergie, automobile, distribution d'équipements, restauration, locations à long terme).*

Oui il y a crise, avec la globalisation aucun pays ne peut y échapper. Personne ne peut prévoir les mois à venir. On est dans une période de prudence, d'attentisme, d'observation. Une bonne chose: les entreprises cambodgiennes qui se sont longtemps plaintes de la difficulté d'obtenir du crédit, ont au moins cet avantage maintenant de n'être pas endettées. Il y a là comme un bouclier anti-crise. A la différence de ce qui se passe dans d'autres pays, on ne signale pas d'entreprise en faillite.

Nous constatons, en particulier avec ce Forum des Carrières, que les entreprises continuent à croire en l'avenir et continuent à embaucher. Les exposants sont un peu moins nombreux que l'année dernière, mais on constate une grande diversité des secteurs d'activité représentés et beaucoup de motivation chez les visiteurs et chez les exposants. Il y a eu beaucoup de dialogues fructueux.

Un business plan en expansion

Pour nous RM Asia la situation est variable selon les secteurs: il y a une baisse de 10 à 15 % pour l'automobile (les ventes aux particuliers sont plus touchées que les « flottes ») mais nos 9 restaurants ont un CA en augmentation. Pour 2009 nous avons un *business plan* en expansion.

Des salariés optimistes, travailleurs

Le rapport de l'EIU qui prévoit des troubles au Cambodge est irresponsable. Comme les autres associations d'affaires, la CCFC s'en écarte résolument.

Je constate que le Cambodge a des atouts considérables pour les investisseurs: la stabilité politique, une politique très libérale (il est facile de créer une société, et elle peut appartenir à 100 % à un investisseur étranger), de grandes potentialités pour l'agriculture ...

Une force du Cambodge, c'est l'attitude des salariés, qui sont optimistes, travailleurs, qui ont la volonté de surmonter la crise, très éloignés de l'attitude que l'on voit en France, protestations, grèves, passivité, mécontentement général. C'est une raison pour laquelle je suis heureux d'être au Cambodge.

Il y a un défi cependant: il nous faut une électricité moins chère, son prix limite certaines activités, dissuade certains investisseurs. Et trois forces: - les revenus possibles du pétrole et du gaz; - les zones économiques spéciales qui profiteront de la position géographique privilégiée du Cambodge; - et un potentiel énorme, l'Agriculture, très consommatrice de main d'œuvre.

Christian Guidoni

Ancien président de sociétés, résident au Cambodge

J'ai vécu les crises de 1973 et 1978, et je sais qu'on les vit au jour le jour, sans visibilité. J'ai constaté qu'en cas de crise les banquiers ne prêtent plus, que chaque fois les gouvernements essaient de les faire agir ... Le Japon en est à son troisième plan de relance !

Il faut manifestement réguler les flux financiers, mettre fin aux spéculations scandaleuses, aux prêts irresponsables. C'est le rôle de la FED d'optimiser la situation.

J'aime que cette table ronde soit positive. Le Cambodge est mieux placé que d'autres pour sortir de la crise.

Textes rédigés à partir de l'enregistrement des tables-rondes organisées par APSARA TV les 28 et 29 mars, au Forum des Carrières. Les propos des intervenants ont été résumés.

Jean-Jacques Paul

Professeur à l'URDSE, Université Royale de Droit et de Sciences Economiques

Cette crise n'est pas la première, il y a eu des crises en 1973, en 1987 (avec en un seul jour la plus forte chute des bourses jamais observée), en 1997 (la crise internet), et bien d'autres auparavant. En 1819 déjà, aux Etats-Unis, la spéculation foncière avait entraîné des banques à la faillite ... **Les crises sont ainsi inhérentes au capitalisme.**

Le point commun: on combat les crises en diminuant les taux d'intérêt pour relancer l'activité. Cela provoque de l'inflation, que l'on combat en remontant les taux d'intérêt, avec des effets catastrophiques pour les emprunteurs. En 1997 cette hausse des taux d'intérêt avait entraîné la fuite de capitaux étrangers vers les Etats-Unis et provoqué la crise.

Il faut établir une régulation plus forte des mouvements de capitaux.

Dans le passé, les crises ont mis 2 à 4 ans pour se résorber. Cette fois-ci, cela dépend des réactions des Etats-Unis, de l'Union européenne ... Il s'agit de rétablir la confiance: on injecte beaucoup de capitaux, les autorités américaines rachètent les produits « toxiques » ...

A mon avis, dans 2 ou 3 ans, l'inflation repartira; le dollar restera faible, 1,30—1,40 pour un euro, à cause d'un endettement énorme.

Il faut souligner que cette crise est venue d'un manque d'éthique dans les institutions américaines: les subprimes nées d'un manque d'éthique. Le capitalisme est le moins mauvais des systèmes, mais il faut **promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, et créer un fonds de régulation.**

Une monnaie asiatique pour faire pièce au dollar ? A mon avis l'économie américaine restera encore longtemps dominante, et le poids du dollar dans les échanges internationaux aura encore une présence considérable. Mais il est vrai qu'il faudrait une monnaie moins fluctuante, et qui dépende moins des autorités américaines. Un panier de monnaies ? La crise peut aider faire avancer cette idée.

Concernant le Cambodge, il moins interdépendant que d'autres pays, et sans doute moins fragile. Actuellement on ne peut pas prévoir, on a des informations très contradictoires, mais à mon avis **la crise ne sera pas finie à la fin de 2009. Peut-être au deuxième semestre 2010 ?**

J'observe que beaucoup de facteurs sont mal mesurés: au Cambodge l'économie informelle représente probablement plus de 50 % de l'activité ce qui rend les prévisions incertaines. D'ailleurs au moment des crises on a toujours mal prévu: celle de 1973 par exemple, on l'a d'abord sous-estimée, ensuite sur-estimée.

Les conséquences sociales de la crise seront sans doute moins violentes au Cambodge qu'ailleurs, à cause de l'importance de l'économie informelle, à cause aussi de l'état d'esprit cambodgien, très différent de celui qui existe dans les pays très protégés, où l'on défend très fortement les situations acquises qui se trouvent menacées.

Je vois aussi qu'il existe un **potentiel de croissance considérable** qui me rend optimiste. Mais attention, il ne faut pas « tout faire » pour obtenir de la croissance: il faut veiller à préserver l'écologie. Le Cambodge possède un gros patrimoine naturel, il faut le préserver pour que le tourisme puisse se développer.

Oui, au total je suis optimiste. Je forme des jeunes que je vois

perspectives

très motivés, c'est le cas aussi à l'ITC, et à ce Forum où des entreprises continuent à embaucher.

Ny Phaly

Formé à l'URDSE, boursier 2,5 ans à Lyon 3, vient de rentrer au Cambodge; travaille au développement des PME.

Moi je suis très optimiste, je vois que tout le monde veut sortir de la crise. On travaille ensemble, et on s'en fout des prévisions. Certains des Cambodgiens que je connais en France veulent venir travailler ici au Cambodge.

Notre économie n'est pas assez diversifiée et pour cette raison elle est fragile, mais le gouvernement cherche le chemin et dans quelques années, avec la stratégie quadrangulaire ce sera réalisé. Je suis très optimiste pour le long terme.

la crise et l'emploi (suite de la p. 5)

ain est toujours en expansion.

Non les projets concurrents ne nous font pas peur !

Sovannary Sot

Téléphones portables

L'impact de la crise est fort sur les ventes de portables, au moins 20 % de diminution. Nous réagissons avec davantage de communication, et en veillant à serrer le budget.

Pour le recrutement, nous travaillons avec des sociétés qui consacrent beaucoup de temps à recruter de bons éléments.

Oui, la crise est conjoncturelle. En réalité le marché est encore très important, il n'y a encore que 14 % de la population qui a un portable !

Un réseau mondial à votre service pour sécuriser vos importations

Grâce à ses 850 bureaux et laboratoires dans 140 pays, le groupe peut compter sur le talent et l'expertise de plus de 33 000 collaborateurs bénéficiant d'une politique de formation active.



4 Centres de Relations avec les Exportateurs interconnectés dans le monde entier avec plus de 300 centres d'inspections, en relation constante avec le réseau d'inspecteurs spécialisés pour un service client spécifique et personnalisé.

Pour plus de détails sur les activités de facilitation du commerce, contactez :

BIVAC International Cambodia

164 A, Norodom Boulevard, Chomkarmon
Phnom Penh - Cambodge
Tél : +855 23 220 508
www.bureauveritas.com/gsi



Move Forward with Confidence
Avançons en confiance

la crise et l'emploi

quelle couverture sociale ?

Didier Lamoot: tous nos employés à Siem Reap, 650 personnes en y comprenant le terrain de golf, ont une assurance accidents 24 h x 24. Avec les syndicats et le personnel nous pratiquons la transparence. Dans le domaine social nous sommes en pointe, avec une formation interne qui donne au personnel le même niveau que celui de nos établissements de Melbourne, des Etats-Unis, de Paris, à Singapour, au Vietnam ... Après un an, on peut souscrire pour un poste à l'étranger.

Je constate ici au Forum des Carrières que les étudiants sont de plus en plus conformes aux attentes internationales. Déjà beaucoup de responsables de notre Sofitel de Siem Reap, le chef des ventes, le chef des cuisines ... sont cambodgiens.

Vincent Drouillard: au CIST nous avons 40 employés et nous avons choisi la formule étudiants *Gret-Sky*. Les étudiants paient 4 dollars par mois et pour cela ont une couverture accidents et maladie complète, en partenariat avec des hôpitaux; elle couvre même les examens poussés, coûteux. C'est un système de mutuelle. Bien sûr il faudra quelques années pour voir si cela marche bien.

Sovannary Sot: dans ma société nous sommes couverts pour les accidents 24 h x 24, tout est aux frais de l'entreprise. L'assurance couvre aussi nos déplacements à l'étranger, dans les limites de l'Asie.

on manque de créateurs d'entreprises

Vincent Drouillard: c'est vrai, la plupart des jeunes souhaitent entrer dans une grande entreprise, dans l'administration, dans l'enseignement, avec des salaires réguliers, et le Cambodge manque de créateurs d'entreprise. C'est pourquoi à CIST nous avons maintenant un *module d'entrepreneuriat*, de 20 heures, qui est un peu une boîte à outils pour ceux qui veulent se lancer, avec marketing, business plan, comptabilité ... Les étudiants sont très preneurs, même si créer une entreprise est plutôt le fait de gens qui ont déjà une certaine expérience.

Didier Lamoot: à l'Ecole Paul Dubrule de Siem Reap qui forme aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration, 130 élèves cette année, c'est justement ce que nous faisons: nous formons des gens qui ont déjà un emploi et des gens qui veulent créer leur entreprise, comme boulangers par exemple.

Il est vrai qu'il y a encore des progrès à faire pour la restauration, en province, on voit bien que les jeunes maintenant veulent la qualité, ils voient les souhaits des visiteurs ... « ça vient ! ».

Vincent Drouillard: le Cambodge n'est pour rien dans cette crise importée, et je pense qu'il des chances pour s'en sortir que les autres n'ont pas.

En attendant elle nous pose deux problèmes: - trouver des emplois pour nos diplômés; environ 80 vont arriver prochainement sur le marché de l'emploi; - et trouver le financement de nos activités (nous formons des jeunes défavorisés).

Je suis assez optimiste parce que: - jusqu'à présent nos diplômés ont très facilement trouvé un emploi (en octobre dernier 87 % en moins d'un mois, et tous peu après); - et parce que je vois bien qu'il y a au Cambodge une forte demande de gens qualifiés.

c'est une crise des valeurs

D'une façon plus générale il me semble important de souligner que ce que nous voyons est une crise du capitalisme, et de la société occidentale. Une crise des valeurs. La société CIST est justement construite sur des valeurs, elle est là pour aider des jeunes défavorisés.

Quelles valeurs ? La confiance, la responsabilité, et la solidarité. La crise nous fait redécouvrir leur importance.

[on note sur ce sujet la convergence des avis: voir ci-dessus Jean-Jacques Paul, Christian Guidoni et Didier Lamoot].

NSSF: les commencements de la couverture sociale

Dans le domaine de la couverture sociale, le Cambodge est en retard sur ses voisins. Jusqu'à tout récemment, il n'existait pas de système de sécurité sociale: libre aux entreprises d'assurer ou non leurs employés auprès d'assureurs privés, dans les conditions qu'elles décidaient. Les plus grandes entreprises le font effectivement. Ailleurs la sécurité sociale est assurée par la famille.

En 2008 a été créé un *National Social Security Fund*, NSSF. Il est dirigé par un comité de neuf personnes, 4 du côté du gouvernement, 2 du côté des syndicats, et 2 du côté du patronat. Côté patronat il s'agit de M. Sciaronni et de M. Van Su leng. Il est prévu que le système de sécurité sociale sera installé en trois phases. La première phase vient de commencer, en janvier 2009.

depuis janvier 2009: la couverture accidents et trajets

Elle devient obligatoire pour les entreprises de plus de 8 employés. Elles sont 400 enregistrées, avec environ 300 000 employés.

Elle concerne la couverture des accidents du travail et les accidents survenus pendant le trajet du domicile au lieu de travail.

Les frais occasionnés par ces accidents sont couverts par une cotisation de ces entreprises à hauteur de 0,8 % de la masse salariale telle qu'elle est tous les 15 de chaque mois.

Actuellement, 250 à 300 entreprises ont réellement cotisé. Il est prévu un système de sanctions pour celles qui ne paient pas, il commencera à être appliqué en juillet prochain.

Les employés reçoivent de leur entreprise une carte NSSF, établie par le NSSF, qu'ils doivent présenter en cas d'accident aux hôpitaux agréés par le NSSF où ils vont se faire soigner, par des médecins agréés. Le NSSF rembourse l'hôpital.

Le système de remboursement a commencé à fonctionner en janvier. Les premiers temps ont été très difficiles, dit M. Van Su leng, pour plusieurs raisons:

- parce que les hôpitaux et les cliniques agréés étaient défiantes, ils pensaient qu'ils ne seraient pas remboursés. Les choses vont mieux maintenant.

- parce qu'il n'est pas rare que plusieurs personnes portent le même patronyme, avec à peu près le même âge, de sorte qu'il peut y avoir des substitutions; et qu'il existe bon nombre de cartes fausses, ce qui oblige à faire des recherches. Une carte d'identité ne suffit donc pas à identifier quelqu'un, il faut plusieurs papiers.

- parce que la définition du trajet «du domicile au lieu de travail et inversement» n'est pas évidente: si l'employé complice ce trajet, se rend en divers endroits selon son choix, est accidenté hors de son itinéraire normal, est-il remboursé? La réponse est non.

Du côté des entreprises: elles doivent avant le 15 de chaque mois fournir au NSSF la liste de leurs employés, en mentionnant les entrées et les départs. Ces listes sont établies sur électronique et communiquées par disque ou par internet à l'organisme central. Cet organisme vérifie que les cotisations ont été effectuées; que la couverture a été réalisée.

Ce système permet de conserver à chaque employé sa couverture sociale quand il change d'entreprise.

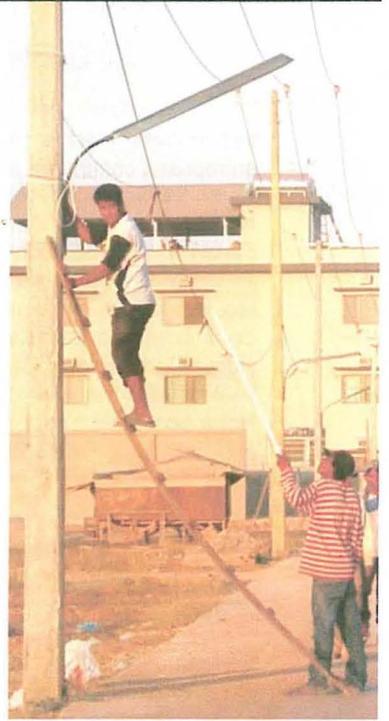
Le remboursement concerne « le médical consommé ». Il existe pour les accidents du travail une codification très précise, qui figure dans le prakas du 16 juin 2008, de l'accident léger jusqu'à l'amputation, à l'invalidité permanente, jusqu'au décès.

accidents, invalidité et barèmes

Les accidents du travail sont extrêmement divers, avec des conséquences passagères ou bien entraînant des pertes de capacité durables. Les cas d'incapacités durables sont précisément décrits et donnent droit à des compensations bien codifiées. Par exemple, pour la perte totale de l'audition d'une oreille, la perte de capacité au travail est de 20 %; perte d'un œil : 30 %; perte totale d'un doigt: 14 % (main droite ou gauche); perte de deux phalanges: 11 %; d'une phalange : 9 %; tout le petit doigt: 7 %; etc ... Amputation à la hanche: 90 % d'invalidité; au-dessous du genou : 50 % ou 40 % selon la hauteur de ce qui reste, etc ...

Il y a des coefficients multiplicateurs tiennent compte de l'âge où l'accident est subi: les jeunes sont plus compensés que les vieux: à 10 ans par exemple le coefficient multiplicateur est de 12,105, à 40 ans il est de 8,46, à 60 de 5,08 ... et il est de zéro à 105 ans.

Pour l'essentiel cet article est réalisé à partir d'un exposé de M. Van Su leng à la CCFC le 23 mars. Précédents articles sur la couverture sociale: «La couverture sociale en pratique» (cn 273), «Inégalités, projet d'assurance sociale», (cn 274). Pour la fonction publique: cn 216, 261.

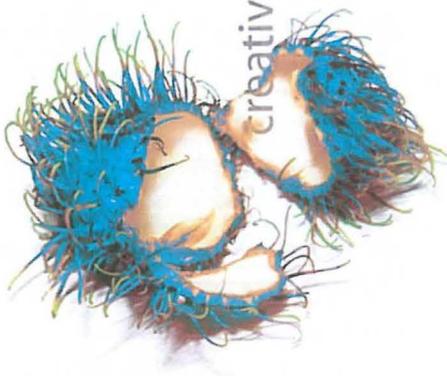


creative graphic design solutions *

khmer>dev
 • création graphique originale
 multimédia & édition



www.khmerdev.com
 publicité, logotype, carte de visite,
 flyers, enseigne, identité visuelle.
 nos compétences graphiques
 à votre service.
design@khmerdev.com



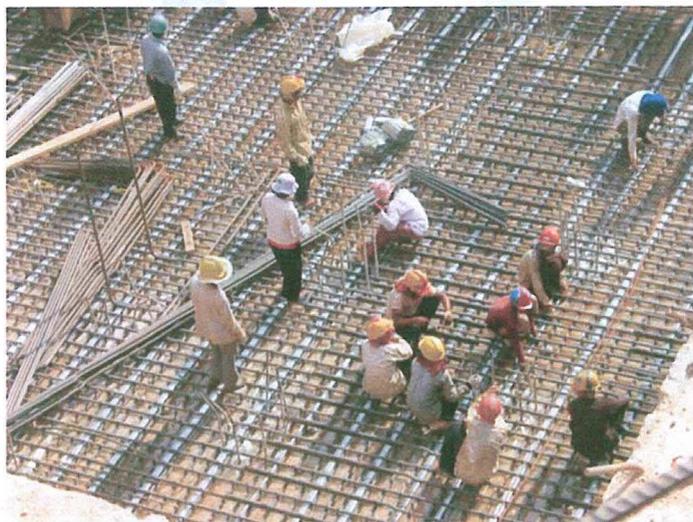
CAMBODGE NOUVEAU

En cas d'invalidité, il y a deux cas: moins de 20 % d'invalidité; et plus de 20 %: dans ce dernier cas, il est versé une pension à vie, mensuelle, à l'employé et à ses dépendants (famille proche, y compris par exemple un grand-père), et une compensation pour la perte de salaire causée par l'invalidité.

En cas de décès au travail, le NSSF prend en charge la famille, l'épouse du défunt jusqu'à son remariage, les parents dépendants.

« Oui, il y a des inspecteurs, des équipes de contrôle se mettent en place avec les entreprises; et l'administration contrôle aussi, ses inspecteurs s'assurent que l'assureur est vraiment qualifié, on va questionner l'accidenté ... » .

A la différence de ce qui se passe dans d'autres systèmes de couverture sociale (en France par exemple), au Cambodge ce sont les entreprises qui paient la totalité de la cotisation sociale. Le gouvernement a pris la décision de prendre à sa charge 0,3 % de cette cotisation, de sorte que les entreprises ne paient que 0,5 %.



Le montant de la cotisation versée par les entreprises, 0,8 % de la masse salariale, a été fixée après discussions avec l'ILO (*Organisation Mondiale du Travail*) qui avait d'abord proposé 1,6 %. En fait ce chiffre ne repose pas sur des expériences préalables. On observe que c'est un chiffre moyen de ce qui se pratique dans toute l'Asie. Il a été accepté par l'administration et par les syndicats. Il faudra une expérience de plusieurs années pour savoir s'il est pertinent, mais déjà certains estiment que « 0,8 % c'est énorme », dépasse les besoins et crée un « *loss ratio* ». Le taux pourrait sans doute être de 0,5 %.

C'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement ne prend pas de risque en prenant à sa charge une part de la cotisation (0,3 % sur 0,8 % de la masse salariale), observe Van Su leng. Après une année d'expérience, nous pourrions parler avec les syndicats de réduire le taux de la cotisation.



En fait, remarquent les spécialistes, il y a des professions beaucoup plus dangereuses que d'autres, par exemple le bâtiment. Sans le bâtiment et la construction, la cotisation pourrait être de 4 %, dit Van Su leng.

Il faudra probablement des taux de cotisation différents selon les secteurs d'activité; un taux plus élevé dans la construction. Et faire aussi des différences géographiques.

L'introduction du NSSF pose bien d'autres interrogations:

Comment une entreprise qui assurait déjà ses employés peut-elle combiner l'ancien système avec le nouveau ? Il y a beaucoup de discussions à ce sujet. L'assurance privée peut être réduite par négociations, avec l'assureur, s'il l'accepte. On peut aussi, ayant réduit l'assurance principale, s'assurer plus, et on ne paie que ce plus.

En tous cas il y a une obligation générale: on ne peut pas retirer à l'employé les avantages qu'il a déjà acquis.

Les entreprises qui ont moins de 8 employés peuvent évidemment entrer dans le système si elles le souhaitent.

Dans les interviews reproduites dans ce n° p. 7 on voit des exemples concrets d'assurances actuellement existantes. Il est clair qu'on ne les trouve que dans les grandes entreprises, l'immense majorité de la population n'a aucune couverture sociale.

Couverture sociale phases 2 et 3

La deuxième phase concernera l'assurance maladie. Dans la Confection, nous avons inventé un système: nous proposons une cotisation de 1,6 \$ par employé, payée moitié par le patronat et moitié par l'employé. Nous proposons un test de 2 ans, qui concernerait 10 000 employés. Ensuite on passerait à 100 000. C'est le NSSF qui en prendrait alors la gestion.

Pour l'instant il n'est pas question d'assurance chômage; Cela viendra avec la troisième phase de la mise en place de la couverture sociale.



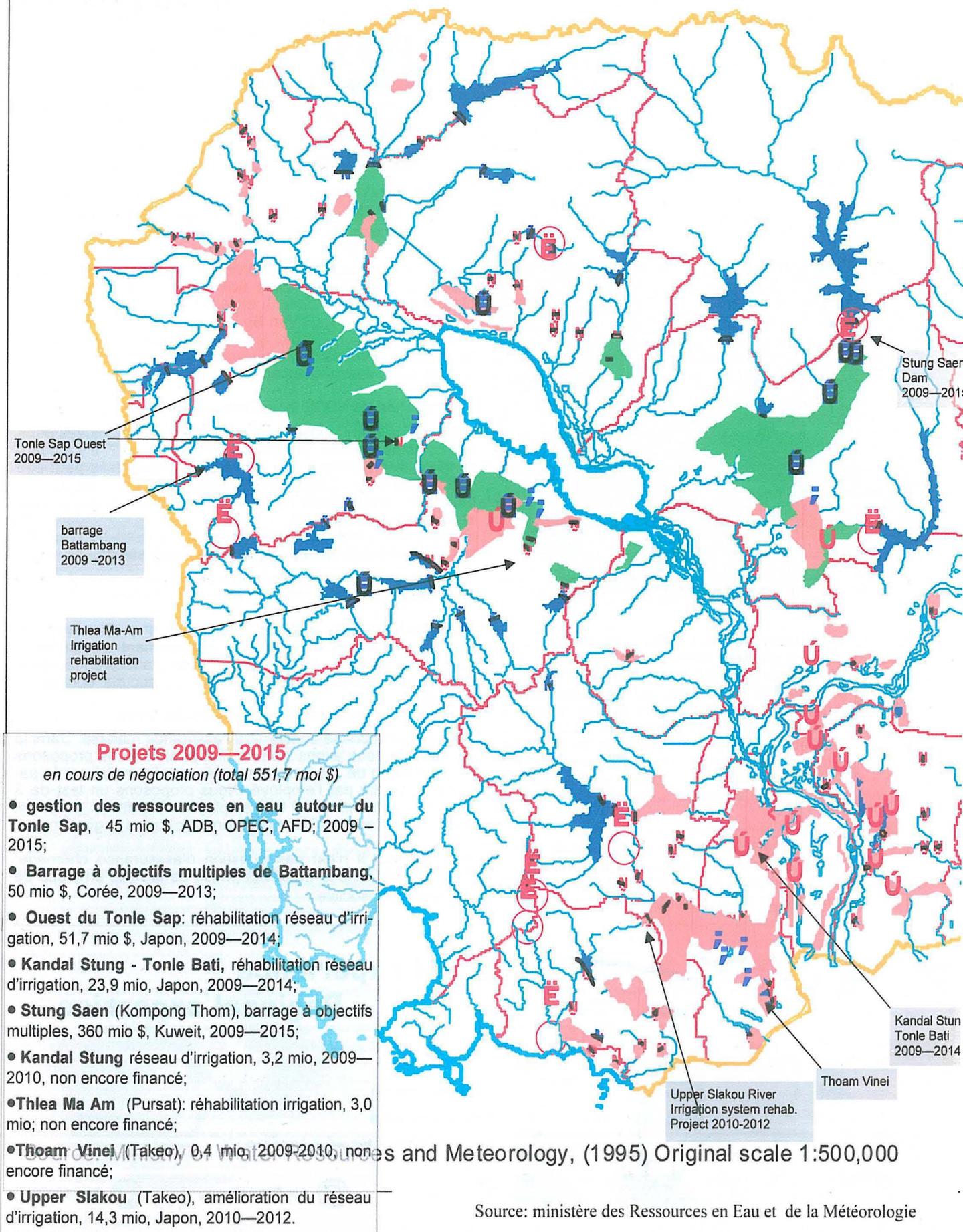
**Local experience
Regional expertise**

www.cominasiagroup.com

- Equipment supply
- Turn-key projects
- Multitechnical after sales services

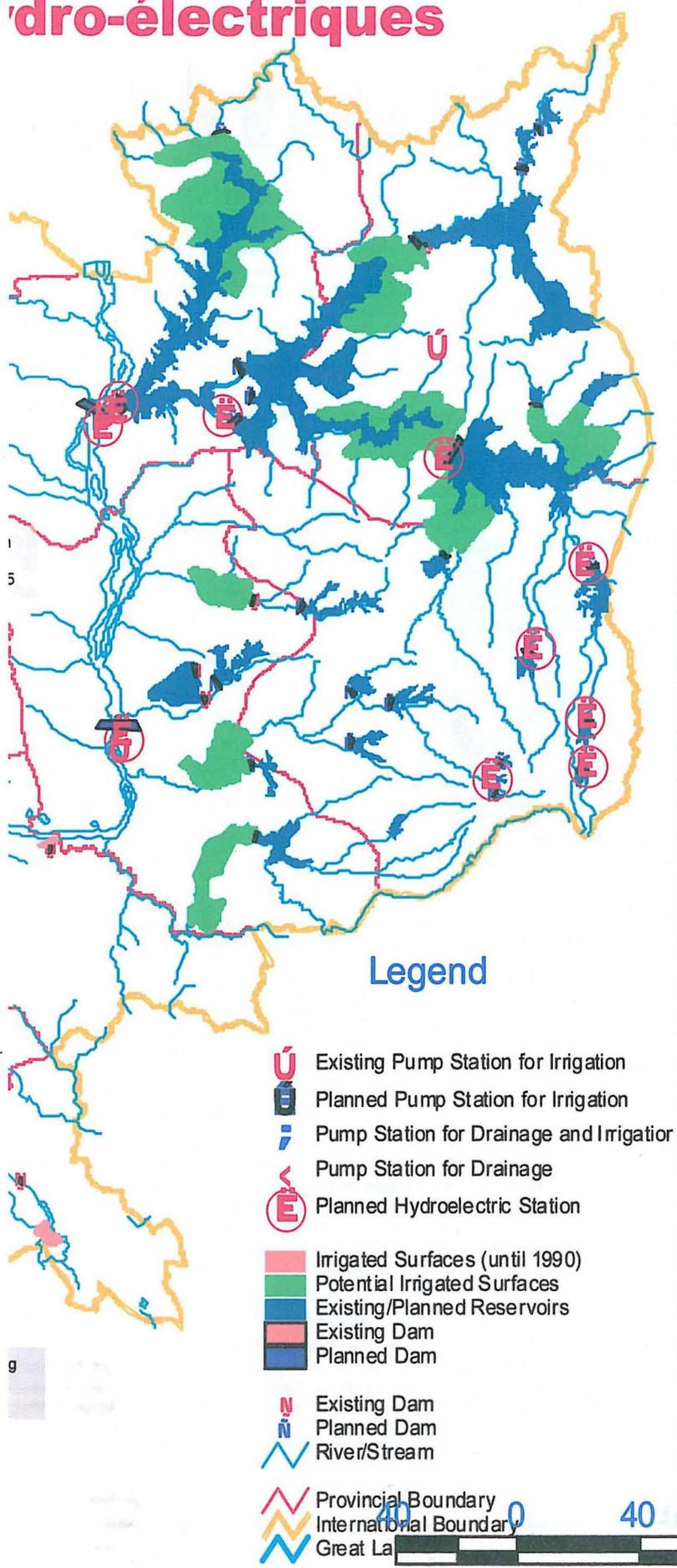


barrages, lacs, irrigation, centrales hy



Source: ministère des Ressources en Eau et de la Météorologie

Hydro-électriques



l'irrigation, une priorité pour développer l'agriculture

Cette carte très élaborée du ministère des Ressources en Eau et de la Météorologie fait bien apparaître les informations principales:

- la relative faiblesse des surfaces déjà irriguées: en rouge.
- l'importance des surfaces irrigables, en vert, dans le Rattanakiri, le Mondolkiri, le centre (projet Stung Saen), et l'ouest du Tonle Sap.
- le grand nombre des barrages en projet
- les très importantes retenues d'eau créées par ces barrages (en bleu), notamment dans le Rattanakiri (Se San, Sre Pok, Se Kong), le Mondolkiri, dans les Cardamomes, mais aussi le nord (Stung Saen), le nord-ouest ... dépassant souvent 50 km de long, et dans certains cas noyant des villages.
- le grand nombre des stations hydro-électriques (dans un cercle rouge) d'importances diverses.

projets en cours

18, pour un coût total de 311 181 millions de dollars dont 276,1 venant de l'extérieur. Les projets sont très divers, les coûts allant de 250 000 \$ à 88 millions. Les bailleurs (dons et plus souvent prêts): Chine, ADB, Corée, FMI, AFD, Inde, Japon ...

- **Nord-Ouest**, irrigation dans 4 provinces, 2004—2010, ADB-AFD, 30,8 mio \$;
- **Nord-Est**, irrigation, réhabilitations dans 7 provinces, 2006—2009, 33,5 mio \$, FMI;
- **Krang Ponlev** multi purpose water resources, Komp. Speu, Komp. Chhnang, Kandal; 29,5 mio, Corée; 2009—2013,
- **Dountry** multi purpose dam, Battambang, 33 mio, Corée, 2009—2013;
- **Mongkol Borei**, barrage, projet de développement Battambang et Banteay Meanchey, 22 mio, Corée, 2009—2013;
- **Stung Tasal** réservoir, Kompong Speu, 16,5 mio, Inde, 2008—2010;
- **Stung Sreng**, réhabilitation irrigation, Siem Reap, 2,5 mio, Inde, 2008—2009;
- **Kong Hot** irrigation et **Kompong Trabek** contrôle de l'eau, Battambang et Prey Veng, 88 mio, 2009—2014, Chine;
- **Basac** réservoir, réhabilitation, rivière Moug Rusey, Battambang; 2,5 mio;
- **Tang Krasang** contrôle de l'eau, Kompong Thom, 2,7 mio, ADB, 2008—2009;
- **O'Roung**, Dambae, Kompong Cham, 0,6 mio, ADB, 2008—2009;
- **Koob Krous**, Kompong Speu, 1,3 mio, ADB, 2008—2009;
- **Tonle Sap** projet de développement, Komp. Thom, Komp. Chhnang, Pursat; 24 mio, ADB; 2008—2013;
- **Prek Cheak**, irrigation, projet de réhabilitation, 0,9 mio, ADB, 2009—2010;
- **Assistance alimentaire d'urgence**, 5,5 mio, ADB, 2008—2011;
- **Roleang Chrev** gate réhabilitation, Kompong Speu, 7,1 mio, Japon, 2009—2012;
- **irrigation petite échelle**, réhabilitation, Kandal, Komp. Cham, Takeo, 0,24 mio, 2008—2009;
- amélioration management, 10 mio, Australie, 2007—2011

la relance de la francophonie

Il y a quelques années encore, on estimait qu'au Cambodge la langue française s'étiolait.

Il y avait, il y a toujours beaucoup de Cambodgiens francophones, notamment dans les milieux les plus cultivés, dans les postes de hautes responsabilités, qu'il s'agisse de l'administration, de la politique, du secteur privé, dans certaines professions comme la médecine, les professions juridiques ...

Mais après ces francophones issus souvent de plusieurs générations francophones, qui ont eu le français comme langue maternelle, qui ont pratiqué le français à la maison, qui souvent ont fait leurs études supérieures en France, pourquoi les Cambodgiens d'aujourd'hui, dans une région, dans un contexte qui ont changé, continueraient-ils à parler français ?

L'environnement géographique est anglophone. Le business, lorsqu'il a une certaine ampleur, se pratique en anglais. Ou bien aussi en chinois, dans certains cas en vietnamien, en thaï ... Quant à apprendre une langue étrangère à l'école, c'est évidemment l'anglais qui s'impose. Une seconde langue ? Pourquoi pas le chinois ? Le japonais ? Le vietnamien ? Le thaïlandais ?

Il y a moins de 10 ans encore, les chances du français pouvaient paraître bien compromises. Beaucoup de Cambodgiens francophones font apprendre l'anglais à leurs enfants, les envoient s'ils le peuvent dans une université américaine ... Le nombre des apprenant le français dans l'enseignement public était en forte diminution. Au DESPC – l'équivalent cambodgien du brevet des collèges-, les effectifs pour l'épreuve de français étaient passés de 39 % du total en 2000 à 9 % en 2006, ce qui correspond à 10 000 élèves environ. Les enseignants de français étaient assez découragés, ils trouvaient d'autres emplois (cn 250, 266) ...

raisons anciennes, stratégie nouvelle

La situation a changé aujourd'hui. La spirale descendante des effectifs est interrompue. Les effectifs des apprenant le français repartent à la hausse, et très fortement, dit William Domingo chargé du programme Valofrase.

Ce n'est pas un miracle, mais l'effet d'une nouvelle stratégie, qui a eu l'accord et le soutien du ministère de l'Education nationale du Cambodge.

La première étape a consisté à se défaire d'un système qui obligeait les élèves à choisir: ou l'anglais, ou le français. Ils choisissaient évidemment l'anglais, à 95 %. Si le français « repart », c'est pour une bonne part en réaction

contre la trop forte présence de l'anglais

- dans le nouveau système, l'élève a désormais le choix entre l'anglais première langue étrangère (« LV1 ») et, s'il le souhaite, le français seconde langue étrangère (« LV2 »). Ou bien il peut choisir le français première langue étrangère et l'anglais seconde langue.

Il n'y a plus exclusion de l'une ou de l'autre langue, c'est la bonne formule. Le ministère y a souscrit de façon officielle, par une convention signée en novembre 2007.

Résultats: pour l'année scolaire 2008—2009, dans le secondaire, les apprenant le français sont passés à plus de 98 000, une augmentation de 115 % sur l'année précédente (45 000).

56 000 étudiants font anglais « LV1 » et français « LV2 ».

Le français LV1 a 37 000 élèves (une petite baisse par rapport à l'an dernier : 42 000).

L'impact dans le second degré est passé d'une année à l'autre de 5 % à 11%.

L'idée de base, permettre à ceux qui le souhaitent d'apprendre les deux langues était donc la bonne. Il ne s'agit pas de lutter contre l'anglais, mais bien au contraire de travailler « main dans la main » avec l'enseignement de l'anglais, insiste William Domingo. On apprend plus facilement l'anglais si on sait déjà le français, et inversement. La tendance dans le monde c'est de savoir plusieurs langues étrangères, c'est le multilinguisme – qui est déjà pratiqué par bien des hauts responsables et dirigeants.

- une autre raison de ce renversement de tendance, c'est l'effet heureux des «classes bilingues» (créées en 1994, elles concernent les élèves de la 8ème à la 12ème, de 12 à 18 ans, voir encadré). Ces classes bilingues sont financées par la coopération française (120 000 \$ par an, stages, manuels, compléments de salaire ...), par le ministère de l'Education nationale et par les parents, chaque partie pour un tiers (cn 266).

Il revient aux chefs d'établissements de gérer l'argent destiné aux enseignants. Le «plus», pour les enseignants qui font ces heures supplémentaires, est d'environ 70 dollars par mois, avec des variations selon le nombre d'heures assurées.

Les effectifs des classes bilingues sont passés de 2 400 à 3 000 l'année dernière et cette année à 4000.

Ainsi l'expérience montre aux Cambodgiens qu'il existe dans l'enseignement public cambodgien toute une filière francophone, qui commence dans les petites classes et qui comporte pour les meilleurs des bourses en France (une centaine

au Cambodge l'enseignement du français repart très fort ! dans le secondaire le nombre des apprenants est passé en un an de 45 000 à 98 000

les classes bilingues

Les « classes bilingues » proposent dans le secondaire des établissements de l'Etat 10 heures de français par semaine dans les matières: maths, physique, biologie et français. Il sort de ce système environ 300 élèves par an qui sont manifestement parmi les meilleurs, avec des taux de réussite aux examens très élevés. 34 % vont à l'Université, le taux de réussite aux concours d'entrée à l'Université est trois fois supérieur au taux normal. Environ les trois-quarts des élèves entrant à l'université dans les domaines sciences-éco., Droit, ITC, Education, Médecine ... viennent des classes bilingues.

La France attribue à ces étudiants une centaine de bourses par an, d'une durée de 1 à 3 ans, dans des universités comme Lyon, 2 Rennes, Paris, Toulouse, Caen, Grenoble, Montpellier, La Rochelle. Les diplômes obtenus sont des diplômes français.

CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs votre meilleur investis-



Publié par la SERIC
Directeur – rédacteur en chef
Alain Gascuel

photos Cambodge Nouveau etc ...

distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh

chaque année), des diplômes français, des métiers prestigieux.

- d'une façon plus générale, l'enseignement du français est estimé pour sa qualité. Il tend à la qualité, il contribue à former des élites, ce qui est en harmonie avec les objectifs du gouvernement, qui est en train de restructurer dans ce sens le système éducatif. D'autre part l'enseignement du français est porteur d'une culture universellement estimée et pour ces raisons il a du succès partout dans le monde.

Au Cambodge le français bénéficie de ce phénomène, les filières francophones attirent certaines familles qui recherchent un enseignement de qualité, et joue aussi le fait que le Cambodge augmente ses relations avec le reste du monde.

- il ne faut tout de même pas sur-estimer les bienfaits du français: savoir le français ne suffit évidemment pas à trouver un emploi. Mais « c'est un plus » disent les entreprises qui embauchent, par exemple *Comin Khmère* qui recrute surtout des ingénieurs formés par l'ITC et observe qu'ils arrivent en général plus vite que les autres à des postes de responsabilités.

- une dernière et forte raison qui explique la relance du français: c'est simplement que cette option est proposée par l'enseignement public et non d'autres langues. Veut-on apprendre le chinois, le thaïlandais, le japonais ? Ce n'est pas proposé par l'enseignement public, il faut aller dans le privé.

c'est le ministère cambodgien de l'Education nationale qui pilote

Depuis la directive ministérielle de mars 2008, c'est maintenant le Cambodge qui pilote la nouvelle formule d'enseignement du français.

En pratique les directeurs des écoles ont un rôle clé, souligne W. Domingo. C'est à eux qu'il appartient de gérer la demande des parents dans le choix du français.

Ils se sont mobilisés: 250, sur un total de 1000, ont été réunis en avril 2008 par le ministère de l'Education nationale et on leur a expliqué la portée de la directive ministérielle concernant l'enseignement du français

on manque d'enseignants

Une difficulté rencontrée par la relance du français: on manque d'enseignants. On en compte environ 600, dont 300 titu-

pourquoi le français perdure

Les raisons de la bonne résistance du français dans un environnement très anglophone sont nombreuses et souvent évoquées. On peut en rappeler les principales:

- l'ancienneté des relations entre la France et le Cambodge, qui remontent à plus de cent ans: l'édifice est solide.
- le rôle de la France, qui jadis a sauvé le Cambodge d'une disparition certaine au profit de ses deux voisins; qui a établi ses frontières (après diverses péripéties); qui a eu un rôle important dans la création de l'administration, du réseau routier, de la santé, de l'éducation, de l'archéologie etc ... rôle dont les effets sont toujours bien présents.
- une longue et étroite relation entre les élites cambodgiennes et la France. Un grand nombre des plus hauts responsables du Cambodge d'aujourd'hui sont francophones, les liens restent forts entre les Cambodgiens établis en France, en Belgique, au Canada, aux Etats-Unis etc ... et leurs familles au Cambodge.
- il existe un bon nombre d'entreprises françaises et franco-cambodgiennes, une forte Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, quelques médias en français.
- le français conserve une bonne place dans le système éducatif cambodgien, dans l'enseignement supérieur, dans certaines formations-clé et de plus en plus dans le secondaire. Il est considéré comme accompagnant une formation de qualité; apprécié, souhaité comme porteur d'une culture différente, très riche, qui donne accès à des métiers de haut niveau.
- d'une façon plus générale, le français apporte un contre-pouvoir, ou au moins une diversification face à l'anglophonie trop envahissante.

**depuis mars 2008
le français
officiellement
deuxième langue vivante**

laire et 300 qui font fonction d'enseignants, retraités, membres de l'administration ...

Du côté des enseignants, il y a eu une forte déperdition. Plus de 1000 ont été formés depuis 20 ans; 472 ont été formés depuis 10 ans: il en reste environ 300; le recensement est en cours.

« Maintenant que sont acquis les points concernant la stratégie générale, l'accord du ministère, l'organisation, il faut se concentrer sur les enseignants, insiste William Domingo.

« Tel qu'il est, le système peut tenir deux ans », mais attention, il va y avoir au cours des années qui viennent un afflux très important dans les lycées ! Il faut pour assurer l'évolution remobiliser, remotiver les enseignants, aller rechercher ceux

qui ont trouvé un autre emploi, traiter au cas par cas, en recherchant la qualité, et en décentralisant. C'est le travail du ministère ». Il faut faire un effort de direction des professeurs licenciés aptes à enseigner dans les lycées, mais aussi dans les collèges car un certain nombre seront à la retraite dans deux ou trois ans.

Il y aura un séminaire en avril.

Ces enseignants de français ne reçoivent pas de complément de salaire venant de la France, ni semble-t-il du MEJS.

des manuels, des centres de ressources

Avec la mobilisation des enseignants, une autre idée essentielle pour assurer le succès du système est de seconder l'enseignement, de le « lester » avec des manuels. Il faut que chaque élève ait un manuel, et que ces manuels soient produits localement.

Valofrase a réimprimé, en attendant la sortie des nouveaux manuels, 31 000 anciens manuels qui ont été distribués en 2008.

Les nouveaux manuels sont en cours de rédaction, ici au Cambodge, par une équipe mixte franco-cambodgienne pour la LV2 et la LV 1. Celui de 7ème devrait sortir pour la prochaine rentrée scolaire avec le cahier d'exercices et le guide pédagogique pour les professeurs.

apprendre à distance

Une autre idée centrale du nouveau dispositif est de permettre d'apprendre le français « en autonomie », à volonté, c'est-à-dire quand on a le temps, que l'on se pose une question particulière, que l'on veut suivre des exercices ... C'est l'arrivée d'une nouvelle voie d'apprentissage de la langue, bien différente du face à face entre le professeur et l'élève.

nous avons créé deux «centres de ressources», à Phnom Penh et à Kompong Saom, avec un « portail » très élaboré, très riche en ressources diverses.

synergie régionale ?

L'idée initiale de Valofrase était de relancer le français en coordination avec les deux pays voisins du Cambodge, Vietnam et Laos.

Il apparaît que chacun a son rythme. Le Cambodge est en avance dans son plan de relance par rapport aux autres pays. Son expertise nationale a déjà été mobilisée régionalement à la demande du Laos (pour les classes bilingues et l'opération de rénovation de l'enseignement des sciences « La main à la pâte », porté par Valofrase avec les financements de la fondation Mérieux). La méthode de mise en oeuvre est également un exemple.

Ce sont des exemples de bonnes pratiques qui ont été diffusées grâce au régional, mais aussi des opérations communes sont montées, comme *l'université d'été Valofrase* pour les étudiants des trois pays, rejoints par des Chinois et des Thaïlandais, en 2008, à Nhatrang au Vietnam. En 2009, ce sont 40 étudiants cambodgiens de deuxième année des filières en français qui y participeront.



LIVRES

et de goût vont se faire étranger ». (Nietsche)

le bonheur des petits poissons Simon Leys

Simon Leys, l'auteur jadis des *Habits neufs du président Mao*, livre à l'époque extrêmement insolite, insolent, qui le fit connaître, d'*Ombres chinoises*, d'*Images brisées*, traducteur des *Entretiens de Confucius*, ouvre ici un tiroir en désordre où l'on découvre un étonnant bric à brac culturel. Déjà dans *l'Ange et le cachalot* (cn 96), dans *Protée et autres essais* (cn 171) il pratiquait les rapprochements surprenants, les idées saugrenues. Il récidive et déverse ici en vrac une incroyable collection d'anecdotes et de citations.

Lecteur, si vous pensez avoir beaucoup lu, mesurez vous donc à ce sinologue belge qui vit en Australie. Ouvrant au hasard son livre, vous trouverez en quelques pages les noms de Samuel Johnson, Edgar Degas, Tchekhov, Dashiell Hammet, Flaubert, Lu Xun (*la Mauvaise herbe*), Orson Welles, Jean d'Ormesson, Valéry, Patrick O'Brian (*maître de l'aventure maritime et détenteur d'un trésor de savoir nautique*), Orwell, Joseph Conrad, Nietsche, Anatole France, Chesterton, Proust, Daumier, Alphonse Allais, Malraux, Baudelaire, Claudel, Somerset Maugham, Li Po (*l'immense poète chinois*), Henri Michaux, Segalen, Céline, ... ce n'est là qu'une liste très écourtée.

Au nombre des citations peu connues, des anecdotes bizarres:

- éloge de la paresse « *Il y a quelque chose de barbare dans cette soif américaine de l'or. Leur furieux besoin de travailler, qui est un vice typique du Nouveau Monde, est en train de barbariser par contamination la vieille Europe, et engendre ici une extraordinaire stérilité spirituelle (...)* «Faites n'importe quoi mais ne restez pas à ne rien faire»: ce principe est la corde avec laquelle toutes les formes supérieures de culture

- un auteur écrit: «*Entre deux médecins disposant d'une égale qualification professionnelle, je ferais plutôt confiance à celui qui lit Tchekhov*». S. Leys approuve et ajoute «*si je commets un crime, je souhaiterais que mon juge soit un lecteur de Siméon* ». Jacques Vergès approuverait probablement.

- John Maynard Keynes: « *les nouvelles générations entendent jouir de tous les avantages que leur a procurés le monde de leurs pères, mais sans en payer le prix, qui serait de cultiver les valeurs sur lesquelles ce monde a été fondé. Cette situation ne peut durer* ».

- « *Questions et réponses ne constituent pas une forme civilisée de conversation* » (P. O'Brian).

- derniers propos de mourants : Brendan Behan, à la religieuse qui l'assistait: «*Merci ma soeur, puissent tous vos fils devenir évêques !* ».

Pancho Villa sur le point d'être exécuté, et pris de court, demande aux journalistes: « *dites que j'ai dit quelque chose !* ». «*Mais les journalistes, au lieu d'inventer comme c'est leur habitude, rapportent platement cette panne d'inspiration* ».

S. Leys a aussi pas mal de méchancetés dans son sac: « *la musique de Wagner perd beaucoup à être entendue* » (Mak Twain). Quelques cibles: Sartre, François Jullien (du *Monde*): « *Billeter est philosophe comme Jullien mais, à la différence de ce dernier, il connaît la Chine et il sait écrire* »

Un dimanche, si vous allez au Marché aux puces savantes, entrez donc chez Simon Leys, «*Au bonheur des petits poissons*»: vous trouverez là sûrement un truc ou un machin littéraire d'occasion, épigraphe, aphorisme, citation, anecdote, réflexion originale même, que vous aurez plaisir à découvrir, que vous voudrez garder.

A.G.

Le bonheur des petits poissons, par Simon Leys, 213 p., JC Lattès, 2009.



questions d'actualité (suite de la p. 2)

Ensuite, à partir de juin—juillet, on ne sait pas.

Le nombre des usines en activité, selon les chiffres du ministère du Commerce, a diminué de 11 de janvier à février, **le nombre des employés** a diminué de 20 673.

De septembre à janvier, les effectifs en activité ont diminué de 51 193.

Le salaire moyen, pratiquement inchangé, était de 82,5 dollars / mois en février.

Les exportations sont en baisse de 30 à 50 %.

Il y aurait pour mars une augmentation de 3 usines en activité (nouveaux établissements) - ce sont des données encore provisoires.

Le reste de l'année n'est pas prévisible. «*la situation est mauvaise et nous ne sommes pas encore au fond de la descente*» dit M. Van Su leng. On peut cependant voir quelques signes un peu encourageants (*voir son interview dans ce n° pp. 4-5*).

La crise, le G 20 ... vers une Asie plus autonome ?

La crise, dont l'origine se trouve clairement dans le comportement des banques américaines, suscite en Asie l'idée bien naturelle de prendre de la distance vis à vis du système financier international, et de ne plus dépendre du seul dollar. L'idée d'une monnaie asiatique remplaçant le dollar a été reprise par le Premier ministre de la Chine peu avant le G 20.

Il n'est pas sûr que les décisions prises par le G 20, bien qu'elle entendent assurer une meilleure répartition du pouvoir de décision pour les finances internationales, suffisent à la Chine.

Une région asiatique qui serait moins dépendante du système monétaire occidental, le projet est déjà dans l'air.

En 1997 le Japon proposait de créer un Fonds monétaire asiatique, rappelle Sophie Boisseau du Rocher («*l'Asie du Sud-Est prise au piège*», voir p. 15). Ce fonds aurait été doté de 100 milliards de dollars, «*projet immédiatement refusé par les Etats-Unis qui y voient un concurrent potentiel au FMI* ». En 1998 le Premier ministre Miyazawa lançait l'idée d'une monnaie «*qui viserait à laisser les devises asiatiques flotter dans un panier composé du Yen, du dollar et de l'euro* ».

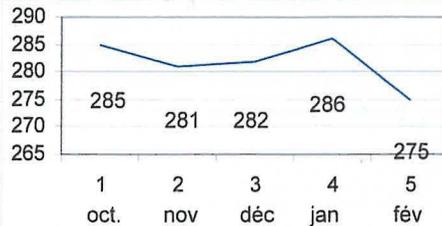
Tout récemment, Lee Kuan Yew proposait de créer en Asie un «*sous-bloc*» du FMI dont la Chine et le Japon seraient les moteurs (274).

Il n'y a pas eu de réalisation jusqu'à présent, sinon une initiative de l'A-SEAN + 3 à Chiangmai en mai 2000: les ministres des finances d'Asie orientale décident de «*mettre en place un système de contrôle des devises par des accords de contrôle des swap bilatéraux et automatiques en cas de tension sur la balance des paiements* ».

employés dans la Confection (000)



nombre d'usines en activité



LIVRES

réellement ...



L'Asie du Sud-Est prise au piège

par Sophie Boisseau du Rocher

Dans le brouillard présent, dans ce tohu-bohu, les observations qui sonnent juste, les éclairages qui montrent les évolutions durables de la région sud-est asiatique et les problèmes qu'elle affronte, sont les bienvenus.

A première vue, traiter de l'Asie du Sud-Est comme s'il s'agissait d'un ensemble plus ou moins homogène est une tâche difficile, voire déraisonnable. Il y a trop de différences – politiques, économiques, sociales, religieuses, culturelles, historiques ethniques ...- entre l'Indonésie et le Laos par exemple, entre Brunei et le Vietnam, entre Singapour et les autres ... pour qu'on puisse généraliser. Aujourd'hui comme hier, l'Asie du Sud-Est est un ensemble hétéroclite. L'ASEAN après plus de 40 ans d'existence n'est encore ni très unie ni très efficace, elle se laisse marginaliser au contraire, tandis que dans la région, estime l'auteur, « la tendance à la cacophonie s'aggrave ». Elle voit même du *désarroi* chez les élites politiques.

Inquiétudes communes

Les pays de l'Asie du Sud-Est ont des points communs cependant, ce sont surtout des inquiétudes. L'auteur les dénombre et les décrit bien. Derrière d'assez brillantes apparences, derrière des taux de croissance enviables, des transformations bien visibles ou même spectaculaires, « il suffit de s'éloigner des grands axes pour voir une autre Asie du Sud-Est, plus dure », un développement débridé où les inégalités se creusent, des dégâts sur l'environnement, des dérives politiques, des justices déficientes, une poussée islamique, des solidarités nationales qui marquent le pas ... ». En l'absence de projets communs, ce sont plutôt ces inquiétudes qui rapprochent les pays de l'Asie du Sud-Est.

Démocratie:

Un fort chapitre sur la **démocratie** pose une question classique entre toutes: la démocratie est elle une valeur universelle ? Existe-t-il des «valeurs asiatiques» particulières, comme le soutiennent certains dirigeants asiatiques agacés par les démocraties occidentales qui se posent en professeurs de vertu ? La démocratie «de type Westminster» est-elle praticable en Asie ? Les impératifs de la croissance, dans les pays en développement, peuvent-ils s'accommoder de la démocratie ? Ce bon débat est ici bien argumenté.

Selon l'auteur, il semble s'effacer progressivement. On observe une certaine «réhabilitation du politique» dans les nouvelles générations, dans les universités, à Singapour, en Indonésie, en Thaïlande, en Malaisie par exemple. Dans les pays où l'on vote, les populations en comprennent le sens. « *Après avoir été ignorées et soumises, les sociétés civiles veulent une participation à la symbolique forte -à la construction du pays. On retrouve cette demande partout, même dans les pays où l'on ne vote pas (...). A Singapour, en Malaisie, on sent le besoin d'un appel d'air, de débats ouverts, un désir participatif récurrent* ». ».

Il y aurait ainsi en Asie du Sud-Est une évolution en direction de la démocratie, même si cette tendance ne se traduit pas dans les faits de façon très convaincante.

Cette évolution reste incertaine: le risque, selon l'auteur, est que l'*utopie autoritariste, qui n'a pas disparu, soit «réactivée démocratiquement» par les déçus d'une transition politique inachevée* ».

On pourrait observer qu'au vieux thème récurrent des vertus de la démocratie, de sa supériorité sur les autres systèmes, –on en discute depuis Périclès- sont venus s'ajouter plus récemment des thèmes comme le *développement durable, la défense de l'environnement, et maintenant l'éthique dans la pratique des affaires*. Il est bien possible qu'à force d'en parler, et aussi sous l'effet des crises, le monde progresse

Le risque extrémiste

Le thème est fort lui aussi, même s'il n'est pas nouveau. « *L'Asie du Sud-Est est devenue un nouvel espace de Jihad* ». D'accord avec l'auteur. Mais la menace islamiste est tout de même une menace diffuse, une marmite qui cuit à feu doux. Il y a c'est vrai des épisodes très violents, comme l'attentat de Bali en octobre 2002, on a Abou Sayaf et une guerre interminable aux Philippines. Il est vrai qu'il y a des influences extérieures, et des aides matérielles, venues d'Arabie saoudite, d'Afghanistan. Il y a Abou Bakar, il y a la Jemaah Islamiyah ... mais on ne sent pas les masses musulmanes –très inégalement réparties dans la région– pencher vers les méthodes terroristes, ni en Indonésie, ni en Malaisie, ni à Brunei.

Ce que l'on voit, c'est que l'islam, là comme ailleurs, est traversé de courants divers, voire antagonistes, avec une montée des fondamentalistes qui pensent que la charyah n'est pas assez stricte, qu'il faut attaquer les mœurs dépravées de l'Occident, rompre les relations avec les non-musulmans et notamment avec les Etats-Unis ... Mais pour l'instant, en Asie du Sud-est, il y a dans ces mouvements un sujet d'intérêt (de grand intérêt pour les services de sécurité) plutôt que d'inquiétude.

La faible ASEAN

Pourquoi est elle restée si faible, depuis la signature du TAC (traité d'Amitié et de Coopération) en 1976 ? L'auteur cite plusieurs raisons: il y a l'*obsession de la souveraineté nationale*; le principe, depuis la création de l'Association, de la *non ingérence*; une incapacité à prendre des décisions qui vient peut être de la faiblesse des institutions, et qui se traduit par des « *démarches dilatoires* » ...

La raison fondamentale est sans doute que chacun des membres a plus d'intérêts en dehors de la zone qu'avec les autres pays membres.

En tous cas il est vrai, comme dit l'auteur, que l'*Association est de facto marginalisée dans un environnement qui ne l'attend pas. La pression chinoise et l'attractivité grandissante de l'Inde génèrent de nouvelles dynamiques dont elle est dans les faits exclue* ». S'y ajoute que *des sujets comme la démocratie ou les droits de l'Homme gênent le dialogue avec l'Europe et avec les Etats-Unis*.

Il y a bien eu en 2003 une grande tentative de relance, *Vision ASEAN 2020*, avec 3 projets, une communauté économique, (AEC), une Communauté de sécurité (ASC), et une communauté socio-culturelle. Il y a la Charte ASEAN signée en 2007, ratifiée à l'hiver 2008 par tous les membres mais « *ce n'est pas un nouveau départ* », estime l'auteur.

Comment s'accommoder du poids de la Chine ?

C'est à notre sens le chapitre le plus porteur de réflexions. Le poids de la Chine dans le monde, dans la région, au sein de l'ASEAN + 3, augmente c'est une évidence. C'est un poids économique (les échanges, les investissements, l'aide), mais –moins visible-, c'est aussi un poids militaire. La Chine passe progressivement du *soft power* au *hard power*.

Et la question pour l'Asie du Sud-est c'est : quels avantages une Chine forte, prospère, stable, apporte-t-elle à l'Asie du Sud-Est ? Ces avantages sont assez évidents. Par exemple: l'Asie du Sud-Est accueille déjà un peu plus de 20 % des investissements chinois à l'étranger. Ces investissements, et l'assistance chinoise aux infrastructures des PMA sont évidemment bénéfiques à court terme.

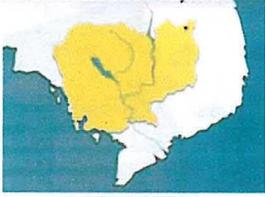
Mais quels sont les risques ? Certains évoquent une « *satellisation* » des pays comme le Cambodge, le Laos, la Birmanie, inondés par les produits chinois, où du coup il n'est pas rentable de créer des activités nouvelles. Ils dénoncent l'arrivée de nouvelles générations de jeunes immigrés chinois qui ne se soucient même pas, comme les générations précédentes, de s'intégrer aux populations locales ...

Il y a bien d'autres bonnes informations et interrogations dans ce livre très riche qui arrive à point. *c.n.*

L'Asie du Sud-Est prise au piège, par Sophie Boisseau du Rocher, 450 p., Perrin 2009



DIVERS



Nouveaux affrontements à Preah Vihear

Violent échanges de projectiles pendant environ une heure, avec armes lourdes, lance-roquettes et mortiers le 3 avril dans les environs du temple de Preah Vihear: au lieu dit Prolean Entry ou Eagle Field, environ 1120 m au sud de la frontière où il y avait déjà eu des incidents le 15 octobre dernier (voir carte cn 270). Il n'y aurait pas de morts côté cambodgien mais quatre officiellement côté thaïlandais, et en fait « beaucoup plus », nous dit Var Kim Hong chargé des négociations sur les frontières. Le marché situé à la frontière, plus de 200 maisons, a été détruit. La chaussée monumentale du temple porte des traces de projectiles.

Les causes de ce clash ne sont pas claires. Jeudi, un soldat thaï avait été blessé par l'explosion d'une mine à l'intérieur du territoire cambodgien. Il est possible que des unités thaïlandaises venues en relève aient voulu explorer cette « zone contestée » de 4,6 km², qui est encore très minée. Il ne semble y avoir aucune intention de conflit grave ni d'invasion. Les commandants des deux côtés se sont rencontrés à la pagode Keo Sikha Kiri Svara. On peut rapprocher cette fois encore l'attitude des unités thaïlandaises de la situation politique intérieure en Thaïlande,

Le Forum des Carrières

Organisé comme chaque année par la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, il a quelque peu accusé l'effet de la crise, en nombre d'exposants: ils étaient 38 au lieu de 54 en 2008. Mais l'affluence a été nombreuse (10 000 visiteurs ?), animée, motivée, faite surtout d'étudiants à la découverte de métiers possibles, à la recherche d'un emploi, d'un dialogue avec les entreprises représentées là.

Malgré la crise, certaines sociétés continuent à recruter, par exemple les banques (quatre étaient présentes), certaines grandes sociétés d'hôtellerie comme Sofitel qui poursuit d'importants projets, Total, qui avait un emplacement de choix. Bien présentes aussi des sociétés déjà bien connues comme la SCA, comme Comin Khmère, beaucoup d'organismes de formation (CIST, ...), de services informatiques (Khmer Dev), de designers, d'autres



sociétés qui trouvent au Forum l'occasion de se faire connaître. Il semble que les échanges exposants—visiteurs aient été très fructueux, sans doute plus professionnels que les années précédentes, nous dit le directeur de la CCFC Denis Gambade, qui observe que l'on trouve maintenant un bon CV sur 20, alors que la proportion était précédemment plutôt de 1 sur trente.

Tables-rondes télévisées

Plusieurs tables-rondes ont été organisées par APSARA TV, animées par le directeur de Cambodge Nouveau. Les thèmes:

- **2008—2009, rétrospective et perspectives**, avec président de la CCFC Jean-Boris Roux, directeur de RM-Asia, le professeur à l'URDSE Jean-Jacques Paul, Christian Guidoni, Ny Phaly. Diffusion le 17 avril de 19h30 à 20h30.

- **La crise et l'emploi**, avec Didier Lamoot, directeur régional de Sofitel, Hong Sok Heng, directrice des ventes Sofitel, Vincent Drouillard, directeur de CIST, Sovannary Sot, Nokia. Diffusion le 10 avril de 19h30 à 20h30.

- **Van Su leng, président de la CAMFEBA (Cambodian Federation of Employers & Business Associations) et président de l'Association des Industriels de la Confection GMAC**, qui a porté sur **situation et perspectives pour le secteur de la Confection**. Diffusion le 10 avril de 22h à 23h30.

Tourisme

La diminution de l'activité est d'au moins 30 % par rapport à l'année dernière, nous dit un voyageur.

Procès, traduction

Sur les 30 000 pages qu'il faut traduire du khmer en français, 2 355 ont été début avril traduites, contrôlées et données au tribunal. On compte que chaque traducteur fait 10 pages par jour.

Procès: Mam Nay

Duch n'a rien écrit, mais son second, Mam Nay, alias Chan, chef des interrogateurs a laissé environ 400 pages de caractère politique et idéologique. Duch et lui avaient été enseignants ensemble, ils ont gagné les maquis en 70, c'est Duch qui a demandé à Chan de devenir son adjoint. Selon Chan « on ne sait rien de la vérité ».

Le prix du riz

Début avril: meilleure qualité 33 \$ le sac de 50 kg; 32 \$ qualité moyenne; 28 \$ moins bonne qualité.

Fin février: qualité moyenne 32 \$.

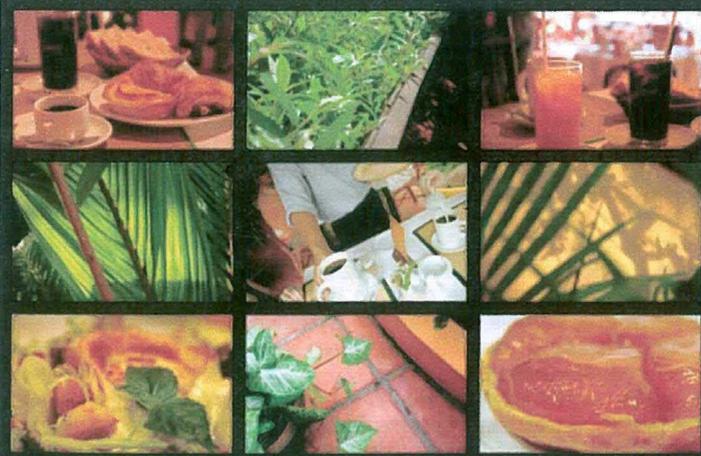
Fin novembre 2008: 25 à 28 \$.

En avril 2008 le prix du sac de 50 kg était passé de 45 \$ au début du mois à 32 \$ à la fin du mois (interdiction d'exporter). En février 2008 le sac était passé de 18 à 25 \$.

(Relevés effectués par cn chez le même marchand près de la gare).

Comme à la Maison Delicatessen

Restaurant, Deli Shop & Catering



13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30

Guide Total des Routes et du Tourisme au Cambodge

la cinquième édition, 2009-2010, est préparation

Archives et documentation

La collection de Cambodge Nouveau est facilement accessible sur le site www.cambodgenouveau.com. Ont été tout récemment ajoutées à ces archives les années 2004 et 2006.

La recherche peut être faite par mots-clé ou bien avec l'Index 2008, reproduit sur ce site, qui donne les références de tous les articles parus de mars 1994 à février 2008, classés en 18 rubriques.

La collection en six volumes de Cambodge Nouveau, 261 numéros parus de février 1994 à février 2008 peut être consultée dans les principales bibliothèques du Cambodge.

Une mine d'informations sur tous les sujets relevant de l'économie, de la politique, de la finance, de la culture.